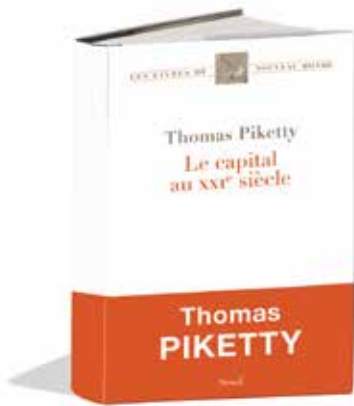


L'ascension du «1 %»



Thomas Piketty

Le Capital au XXI^e siècle

Éditions du Seuil, Paris, 2013, 976 pages,
25 euros (toilé)

De toutes les analyses économiques de ces dernières décennies, celle que contient ce livre important et fascinant aura sans doute le plus grand retentissement. Depuis quelques années, le débat sur l'inégalité découle en grande partie des travaux de Thomas Piketty et de ses collègues.

Auparavant, les recherches s'appuyaient sur les enquêtes auprès des ménages, sur le coefficient de Gini, qui mesure la répartition du revenu dans un pays, mais qui ne rend guère compte de ce qui se passe tout en haut de l'échelle, surtout parce que, en général, les gens très riches ne déclarent pas tous leurs revenus. Et, au mieux, les enquêtes mesurent le revenu, pas la richesse.

Piketty a exploité avec minutie de nouvelles sources de données pour montrer que l'inégalité de revenu s'est fortement accentuée depuis plusieurs décennies pour atteindre des sommets aux États-Unis et, dans une moindre mesure, dans d'autres pays anglophones. Cela tient surtout à l'inégalité de salaires entre le 1 % le plus riche et le reste de la société. (Dommage que ce volumineux ouvrage ne mentionne pas les critiques selon qui les données sont faussées.)

Une explication fréquente est que l'éducation n'a pas su répondre à la demande de qualifications de plus en plus pointues. Peu probable, selon Piketty.

Cela n'explique pas pourquoi l'inégalité s'est accentuée fortement même parmi les diplômés des meilleures universités.

Les salaires mirobolants reflètent-ils la capacité des dirigeants d'entreprise de produire d'énormes augmentations de valeur? Non, cette logique qui veut que le gagnant rafle toute la mise serait aussi à l'œuvre au Japon, en France et en Allemagne, et ce n'est pas le cas.

Peut-être ces autres pays ont-ils résisté aux conséquences pour les salaires relatifs de l'évolution technologique, et précipité ainsi le ralentissement de la croissance observé dans plusieurs d'entre eux au moment où les inégalités ont commencé à s'accroître aux États-Unis à la fin des années 70. Non, car la croissance réelle par habitant est à peu près la même dans les deux groupes de pays depuis environ 1980.

Pour Piketty, l'explication la plus plausible (bien que reposant sur des éléments moins probants) est surtout d'ordre culturel et politique : l'élite politique américaine et britannique a entrepris des réformes radicales axées sur le marché qui ont abaissé les taux supérieurs d'imposition, empêché les salaires minimums d'augmenter, affaibli les syndicats et contribué à redéfinir l'écart de rémunération «acceptable».

Dans des entreprises où la structure de gouvernance permet aux élites de fixer elles-mêmes leur rémunération, plus rien ne freine les hauts salaires. Selon Piketty, il faut inverser ces changements. Il relève que la croissance ne s'est pas accélérée aux États-Unis et au Royaume-Uni quant ils ont abaissé les taux marginaux d'imposition, par rapport à leurs homologues continentaux.

L'inégalité de revenu salarial est limitée à une poignée de pays, mais la répartition de la richesse est extrêmement inégale dans tous les pays développés. Avant la Première Guerre mondiale, c'était encore pire. La Grande Dépression et la Seconde Guerre mondiale ont provoqué un nivellement généralisé. En même temps, et jusqu'à la fin des années 70, la répartition de la richesse a été maintenue à un niveau assez stable par des taux d'imposition confiscatoires et des droits de succession élevés.

Mais cela n'a peut-être été qu'un répit temporaire. Les dés sont pipés au détriment de l'homme de la rue : les grosses fortunes sont plus rentables que les petites, et on présume (Piketty ne s'étend guère sur ce point) que les riches épargnent plus. Pendant ce temps, la croissance démographique s'est arrêtée, et la productivité progresse moins vite, d'où le retour à une société de type 19^e siècle dominée par le patrimoine hérité.

Pour Piketty, une société de ce type n'est pas compatible avec les valeurs de mérite et de démocratie qui sous-tendent les pays occidentaux modernes. La dernière fois, il a fallu les cataclysmes de la Grande Dépression et de la Seconde Guerre mondiale pour amener un changement radical. Mais il reste optimiste : les idées (et des données) peuvent influencer l'action publique. Sa principale recommandation est un impôt sur toutes les formes de capital, ce qui nécessiterait une coordination internationale et probablement un contrôle transnational des capitaux.

Cet ouvrage offre des leçons importantes pour les économistes. Il leur rappelle (ce qui agacera peut-être certains) que ce qu'ils mesurent, c'est en fait le résultat de choix politiques. Il les engage à se méfier de considérer les décennies récentes comme une sorte d'«état stable»; l'évolution des revenus et du patrimoine après la Seconde Guerre mondiale est le résultat d'événements antérieurs et le message est plus général. Et il leur rappelle le pouvoir rhétorique et explicatif de la simple comparaison de faits, une fois collectés et organisés, par rapport à des statistiques et modèles complexes.

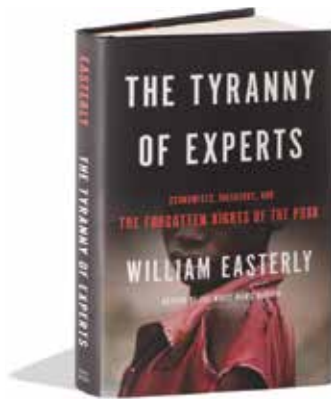
Robert Lucas, Jr., Prix Nobel d'économie, a dit, au sujet de la croissance économique à long terme, que «quand vous commencez à y réfléchir, il est difficile de penser à autre chose». Mais le lecteur retiendra de ce livre que c'est la *distribution* du produit de la croissance qui déterminera la nature économique et politique de la société dans les 25 à 50 ans à venir — et c'est cette question qui doit retenir toute notre attention.

Andrew Berg

Directeur adjoint

Département des études du FMI

Les droits comme forces de développement



William Easterly

The Tyranny of Experts

Basic Books, New York, 2013, 416 pages, 29,99 dollars (toilé)

J'ai adoré l'introduction et la conclusion du nouveau livre de William Easterly, mais un peu moins les 300 pages entre les deux.

Pour Easterly, le développement a été pris en otage par les technocrates : ils ont l'illusion que la pauvreté résulte d'un manque d'expertise, alors qu'en fait, elle est le résultat d'un manque de droits. La création de la Banque mondiale est le moment du péché originel (le FMI s'en tire à bon compte). L'exposé est écrit dans un style agréable, avec nombre d'histoires humaines fascinantes pour rendre plus vivant ce qui aurait pu être un débat intellectuel aride.

Aux yeux d'Easterly, c'est l'individu qui est le héros, qu'il soit libéré pour transformer le monde ou affligé par la malveillance des politiques. C'est par excellence la vision américaine, voire hollywoodienne, de la condition humaine. L'idée que l'auteur se fait du pouvoir est résumée dans le titre du chapitre sur les institutions : nous les opprimons si nous le pouvons.

Easterly a pour gourous Adam Smith et Friedrich Hayek; il réserve son mépris aux économistes du développement comme Gunnar Myrdal et W. Arthur Lewis, inventeurs d'une théorie économique spéciale qui écarte la liberté de choix et l'individualisme.

Le livre offre un historique intéressant de l'approche technocratique,

qu'Easterly fait remonter à 1919 (et non au discours de 1949 de Truman, habituellement cité comme l'origine de l'aide). Pour lui, elle est enracinée dans la tentative de détourner l'attention de la défense des droits, que ce soit à propos de la discrimination américaine contre les Chinois dans les années 20 et 30, de la tentative britannique de résister à la décolonisation au lendemain de la guerre, ou des luttes pour les droits civiques des années 50 et 60. Il lui trouve un lien direct avec les guerres les plus récentes (guerre froide, guerre contre le terrorisme, guerre contre la drogue), pendant lesquelles la priorité donnée au développement technocratique a permis de regarder ailleurs lorsque ceux qui violaient les droits étaient du côté de l'Occident.

Cette promptitude à oublier les droits était du pain béni pour les dictateurs de tout acabit, qui se sont emparés de l'approche planificatrice (ou tout au moins de son langage) comme moyen de faire abstraction de l'opposition et de consolider leur propre pouvoir économique et politique. L'auteur voit dans cet abandon des droits individuels la tragédie morale du développement aujourd'hui.

Il a raison sur beaucoup de points : sa critique de la «carte blanche», qui permet d'ignorer les particularismes nationaux et locaux, la violation des droits individuels au nom de quelque idéal national supérieur, et l'efficacité des solutions spontanées plutôt que raisonnées (les planificateurs se retrouvant au même niveau que les antiévolutionnistes).

Easterly se présente même comme un sceptique de la croissance : s'il y a un chiffre pour lequel les droits de millions de personnes seront allégrement sacrifiés, c'est le taux de croissance du PIB.

Mais son argumentation faiblit quand il s'agit de la Chine (ou de l'Asie de l'Est plus généralement). Face à la réalité historique que la forte croissance observée en Asie de l'Est a eu lieu sous divers régimes autocratiques, les tenants du Rêve américain ont deux possibilités : accepter qu'il puisse y avoir un arbitrage entre croissance

et droits, ou essayer de faire passer le miracle est-asiatique comme un triomphe des droits individuels et des forces du marché.

La Banque mondiale a opté pour la seconde solution, avec son Miracle est-asiatique de 1993, très décrié, mais cette tentative d'édulcorer la réalité paraît bien timide au regard de ce que dit Easterly : l'accession de la Chine au rang de superpuissance économique doit bien plus au développement anonyme de la culture de la pomme de terre qu'aux mesures économiques voulues par Deng Xiaoping. On sent le désespoir de l'auteur.

En se plaçant sur le terrain des droits, Easterly développe son livre précédent, *Le fardeau de l'homme blanc*, qui propose une distinction entre chercheurs et planificateurs, une dichotomie que j'ai trouvée très utile au fil des ans. Mais sa définition des droits est sélective et déficiente. En effet, selon lui, les droits sont toujours individuels, jamais collectifs; il ne parle pas des syndicats, des mouvements de femmes ou d'indigènes, ou des organisations de producteurs.

De plus, ce qu'il dit des personnes héroïques qui se battent pour les droits s'inspire largement de l'histoire américaine, mais il laisse complètement de côté l'institution qui, ces dernières années, a le plus fait pour promouvoir les droits humains : les Nations Unies. Que ces planificateurs et bureaucrates méprisables de New York défendent les droits de toutes sortes de groupes marginalisés dans le monde n'est manifestement pas compatible avec sa vision des choses; mieux vaut donc les escamoter.

Enfin, Easterly conclut que, pour défendre les droits, il faut combattre l'aide. À mes yeux, c'est l'inverse qui est vrai : bien gérée, l'aide peut soutenir les pauvres dans leur lutte (individuelle ou collective) pour leurs droits; je l'ai constaté moi-même dans les nombreux pays où Oxfam intervient.

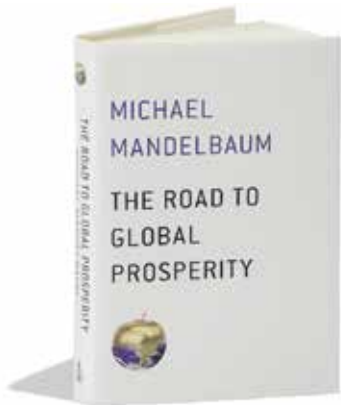
Duncan Green

Conseiller stratégique, Oxfam GB

Auteur du blog

From Poverty to Power

Les progrès de l'économie politique



Michael Mandelbaum

The Road to Global Prosperity

Simon & Schuster, New York, 2014, 272 pages, 28 dollars (toilé)

La mondialisation — ou, plus précisément, la multiplication des interconnexions tous azimuts — domine notre époque, et il est peut-être bon de s'interroger sur ses vices et ses vertus. La plupart des politiciens optent pour une approche pratique, fidèles au vieil adage : «La seule chose pire que d'être exploité par le capitalisme multinational, c'est de ne pas l'être». Pourtant, les études sur la mondialisation sont beaucoup plus polarisées, avec, d'un côté, les enthousiastes, qui trouvent que le libre-échange, les marchés de capitaux ouverts et la libre circulation des personnes sont les principaux moteurs du progrès humain, et, de l'autre, ceux qui reprochent à ces forces de détruire les collectivités et l'environnement.

Michael Mandelbaum fait partie des premiers. Rédigé en un style enlevé, son nouvel ouvrage est accessible et fourmille de données factuelles. Il essaie d'y redéfinir la position de l'optimiste tout en mettant un bémol à son enthousiasme, crise financière oblige. Son argument central est simple : si l'économie est la solution, la politique est le problème. L'«économie mondiale, quand elle fonctionne bien — et parce qu'elle fonctionne bien — suscite inmanquablement une opposition, qui à son tour engendre des conflits politiques».

Après un petit trot à travers la théorie du libre-échange et un galop rapide à travers les grandes dates de l'histoire économique récente, le livre trouve son rythme en décrivant comment la politique fait obstacle à l'économie rationnelle, surtout dans les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). L'Inde aura du fil à retordre avec sa démocratie politique désordonnée et corrompue. Mais aura-t-elle un rôle plus perturbateur que la Chine, dont la capacité de concurrence dans le secteur des services menacera bien plus que la main-d'œuvre du secteur manufacturier occidental? La Russie a fort à faire avec la corruption (20 % du PIB en 2005). Elle souffre aussi d'un mélange malsain de populisme, autoritarisme et inefficience, avec des «recettes énergétiques suffisantes pour alimenter une corruption généralisée et empêcher une croissance vigoureuse, mais insuffisantes pour assurer le niveau de vie auquel aspire le peuple russe». Le Brésil est aussi vulnérable au populisme : 13 % de son PIB va aux retraites, et il est probable que ceux qui préconisent une augmentation des dépenses publiques l'emporteront sur ceux «qui prêchent la prudence et qui ont l'histoire économique de leur côté».

Mandelbaum incrimine presque toujours le peuple ou, plus précisément, la manière dont la démocratie recourt au populisme pour défier la rationalité économique. Sa référence théorique est le théorème de Stolper-Samuelson, selon lequel le commerce profite globalement aux pays, mais ses bienfaits sont inégalement répartis.

Une question semble découler tout naturellement de ce théorème, à savoir : que peut apporter l'économie politique du progrès? Si une société profite globalement du commerce, mais que certains sont laissés pour compte, ne serait-il pas légitime de partager non seulement les avantages, mais aussi les désavantages? Dans le monde de l'action publique et de la politique, on en est bien conscient. Mais ce n'est apparemment pas le cas de l'auteur. Il n'a rien à répondre aux manifestants d'Occupy Wall Street, qui n'ont rien contre la mondialisation en

tant que telle, mais s'insurgent contre les énormes inégalités entre le 1 % et les 99 % restants, et contre le fossé croissant entre le rendement du capital et celui du travail.

Le livre dit traiter de l'économie politique, mais il fait preuve de naïveté en matière de politique, surtout pour ce qui est des solutions mondiales. Selon l'auteur, «le choix est entre l'ordre économique mondial actuel et ... rien». Ce jugement vaudrait un 0 à un jeune étudiant. Il n'y a peut-être pas d'autre solution toute prête, mais d'innombrables mesures ont été proposées par des gouverneurs de banques centrales et des antimondialistes, des Prix Nobel et des organisations non gouvernementales. Elles mériteraient au moins d'être mentionnées.

Le pronostic de Mandelbaum est d'un optimisme décoiffant : «L'économie mondiale va continuer de croître. Cette croissance va enrichir tout le monde. Sans être inévitable, cet avenir est le plus probable». J'espère qu'il a raison. Je partage beaucoup des points de vue exprimés dans ce livre. Si vous voulez donner à un non-Occidental un éclairage sur la vision mondiale de l'élite américaine, c'est une bonne introduction. Le livre est fouillé et facile à lire.

Mais les arguments exposés valent davantage comme symptômes du problème que comme réponses. Robert MacNamara disait que les plus grandes erreurs de stratégie sont dues à un manque d'empathie plutôt qu'à une analyse déficiente. Un livre dont les références sont presque toutes américaines, et toutes en anglais, a du mal à comprendre le monde vu d'en bas plutôt que d'en haut. Il pêche surtout par optimisme béat et esprit de clocher, un comble pour un livre qui prétend faire le panégyrique d'un monde de plus en plus interconnecté.

Geoff Mulgan

Auteur de The Locust and the Bee: Predators and Creators in Capitalism's Future
 Directeur général,
 NESTA (National Endowment of Science, Technology, and the Arts, Royaume-Uni)